

**100%
GRATUIT**

CORRIGÉS COMPTALIA DCG 2009

**CONSULTEZ AUSSI...****LE FESTIVAL COMPTALIA**
3 JUIN AU 8 JUILLET**3 ÉMISSIONS VIDÉO
CONSACRÉES À L'ANALYSE DES SUJETS
ET CORRIGÉS**UE 9 | INTRODUCTION À LA COMPTABILITÉ
UE 10 | COMPTABILITÉ APPROFONDIE
UE 5 | ÉCONOMIESUR **WWW.COMPTALIA.COM**

DANS VOTRE ESPACE MEMBRES

SESSION 2009**UE 5 - ECONOMIE****Durée de l'épreuve : 4 heures - coefficient : 1,5**

*Aucun document ni aucun matériel ne sont autorisés.
En conséquence, tout usage de calculatrice est INTERDIT et constituerait une fraude*

I – DISSERTATION

Le marché est-il toujours garant de l'efficacité économique ?

II – QUESTIONS

1. La crise de 1929 : processus et conséquences.
2. Les théories du commerce international.

Barème indicatif

Dissertation.....	12 points
Question 1	4 points
Question 2	4 points

AVERTISSEMENT

Si le texte du sujet, de ses questions ou de ses annexes, vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement dans votre copie.

**INSCRIPTION
TOUTE L'ANNÉE
DÉMARRAGE
SOUS 48 H**



COMPTALIA FORMATION

**Préparations aux DCG - DSCG
Formations en Comptabilité, Gestion de la paye,
Spécialisation IFRS... en ligne.**

- › Formation complète - sur mesure - à votre rythme
- › Cours en ligne + supports papier + cours-vidéo
- › Assistance permanente de vos formateurs
- › Devoirs corrigés - séances de cours en direct sur Internet



CONSULTEZ
NOTRE DOCUMENTATION
SUR NOTRE SITE

ET TELLEMENT PLUS SUR

www.comptalia.com



COMPTALIA TV

La chaîne du savoir comptable.

- › Cours-vidéo à la demande pour tout le programme DCG et DSCG
- › Cours-vidéo sur l'utilisation des logiciels comptables
- › Magazines d'information professionnelle : l'actualité Fiscale, Sociale, Juridique, Comptable, IFRS...

ALLEZ-VOIR SUR

www.comptalia.tv



UNE QUESTION ?

- Comment finaliser mon DCG ou mon DSCG ?
- Quelle formation professionnelle pour mon projet ?
- Comment fonctionnent les formations Comptalia via Internet ?
- Mes frais de formation peuvent-ils être pris en charge ?
- ...

NOS CONSEILLERS VOUS RENSEIGNENT AU

N°Vert 0 800 COMPTA

APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE
SOIT **0 800 266 782**

Proposition de Corrigé

Remarque préalable.

Le corrigé proposé par Comptalia est plus détaillé que ce que l'on est en droit d'attendre d'un candidat dans le temps imparti pour chaque épreuve.

A titre pédagogique le corrigé comporte donc des rappels de cours, non exigés dans le traitement du sujet.

I - Dissertation : Le marché est-il toujours garant de l'efficacité économique ?

Plan détaillé

Introduction

Accroche : la fin de la décennie 80, avec la chute du mur de Berlin, symbolisant l'effondrement des systèmes économiques centralisés et planifiés, semblait annoncer la supériorité définitive du marché pour la régulation de l'activité économique. Le libéralisme économique progressa alors rapidement à cette époque. Mais, la crise financière qui frappe le monde à partir de l'été 2007, puis la contamination de l'économie réelle, soulèvent de nouvelles questions quant à sa réelle efficacité à réguler l'activité économique.

Définition des termes du sujet :

- le marché : lieu de rencontre entre les offreurs et les demandeurs d'un même type de bien. Cette rencontre détermine les quantités échangées du bien en question et le prix de ce bien.
- l'efficacité économique : la meilleure allocation des ressources, c'est-à-dire la meilleure utilisation possible de ressources rares, celle qui permet la meilleure satisfaction des besoins.

Problématique : dans quelles mesures et surtout dans quelles limites, les mécanismes de marché, sont-ils efficaces pour réguler correctement l'activité économique ?

Présentation du plan : pour répondre à cette question, nous montrerons dans une première partie comment les mécanismes de marché sont pertinents pour coordonner les actions décentralisées des agents, pour démontrer dans un second temps que le marché connaît des défaillances et des imperfections qui rendent nécessaire un second mode de coordination, sous l'égide de la puissance publique.

Développement

Partie I - La marché permet globalement l'efficacité économique ...

A – les mécanismes de marché permettant la meilleure coordination des intérêts privés

- 1 les mécanismes de l'offre et de la demande (la confrontation des intentions privées et décentralisées). Détermination du prix d'équilibre et de la quantité d'équilibre qui sont des optimums économiques. Les agents réputés rationnels ont des comportements maximisateurs (recherche du profit maximum pour les producteurs et de la satisfaction maximale pour les consommateurs).
- 2 Le mécanisme de la concurrence entre des intérêts personnels décentralisés est un puissant principe permettant l'efficacité et l'innovation, garantissant en permanence la présence des offreurs les plus performants. Sous condition d'une concurrence proche des conditions de la concurrence pure et parfaite (atomicité, transparence, fluidité et homogénéité).
- 3 A ces conditions et selon ces mécanismes, « la main invisible » d'Adam Smith permet alors de concilier intérêt individuel et intérêt général, pour atteindre le bien être maximal, dans la limite de la rareté des ressources disponibles. En définitive, c'est la supériorité informationnelle du marché qui amène à la situation d'optimum économique. Elle n'est plus guère contestée de nos jours.

B – L'histoire économique valide globalement cette suprématie du marché

- 1 La coordination centralisée du système économique a montré son inefficacité
 - Le fonctionnement des économies centralisées : Décision administrative et planification impérative ; les agents ne sont que des exécutants d'une coordination centrale.

- La faillite économique des économies centralisées. Impossibilité de coordonner la production de biens de consommation diversifiés destinés à satisfaire des besoins hétérogènes ; absence d'incitation à la performance des agents et à l'efficacité économique du système ; (pénuries, faiblesse du niveau de vie, gaspillages et croissance anémique).
 - Les économies centralisées ont disparu et les anciens pays à économie centralisée sont en transition vers l'économie de marché.
- 2 Les pays à économie de marché sont ceux qui ont connu le plus haut niveau de développement économique.
- Les pays développés ont été les premiers à suivre le modèle de l'économie de marché (avec des variantes importantes). Le système économique de marché et la dynamique du capitalisme (à distinguer selon F. Braudel), sont essentiels dans cette réussite économique.
 - Les économies émergentes actuelles, sont celles qui suivent les règles de fonctionnement de l'économie de marché (l'Asie du sud est, les NPI latino américains, la Chine et dans une moindre mesure l'Inde). Elles se sont notamment insérées dans la division internationale du travail et des processus productifs.

Transition : si globalement, il est indéniable de conclure à une efficacité économique des mécanismes de marché, il ne faut pas oublier que le marché peut dans certains cas se montrer totalement inefficace, voire connaître de terribles défaillances qui justifient les interventions et la régulation de la puissance publique.

Partie II - ... Pourtant, il connaît des défaillances et des limites qui nécessitent d'autres régulations économiques

A – Le marché ne peut pas prendre en charge toutes les activités économiques

- 1 Le problème des biens collectifs purs (principe de non exclusivité et de non rivalité) qui font que ces biens n'ont pas de prix (car pas de coût marginal). Ils ne peuvent donc pas être fournis par le marché et des agents privés en recherche de profit maximum. Les infrastructures de transport et de communication en sont l'exemple.
- 2 Le problème des externalités (les conséquences positives ou négatives supportées par des agents économiques suite à l'agissement de l'un d'entre eux). Les externalités ne peuvent être intégrées dans le système de prix, ce qui constitue une imperfection des marchés. L'entreprise polluante n'a pas intérêt à limiter ses pollutions en absence de réglementation publique et l'entreprise n'engage pas de R&D et d'innovation tant qu'il n'existe pas une protection de la propriété intellectuelle, donc une limite au principe de concurrence.
- 3 Le cas des monopoles naturels qui sont présents dans les activités nécessitant un réseau coûteux (chemins de fer, électricité...). Là, le principe de concurrence et donc de marché n'est pas efficace, la présence de réseaux concurrents aboutirait à un gaspillage de ressources (il peut cependant y avoir concurrence sur l'exploitation du réseau).

B – Le marché connaît des défaillances qui nécessitent l'intervention de la puissance publique

- 1 La concurrence tue la concurrence : la libre concurrence aboutit à la disparition des offreurs et à la formation des monopoles dont les prix ne correspondent plus à l'optimum économique (la rente de monopole). Dans d'autres cas la concurrence imparfaite conduit à des comportements non concurrentiels comme les ententes au sein des oligopoles ou à la domination de l'offre sur la demande en cas de concurrence monopolistique (la filière inversée de J.K Galbraith). La concurrence ne doit pas trop être imparfaite, elle doit aussi être moralisée et codifiée. La puissance publique joue ce rôle de régulation de la concurrence en interdisant certaines pratiques et en surveillant les comportements des acteurs (par exemple, loi sur l'abus de position dominante ou droit du consommateur...).
- 2 L'aveuglement du marché conduit à l'irrégularité du progrès économique. Les cycles économiques de court et de moyen terme montrent les limites de l'autorégulation du marché. La croissance débouche souvent sur la surchauffe et l'inflation, ou bien sur la récession et le chômage. L'Etat au moyen de

politique de relance keynésienne ou de rigueur plus libérale doit alors par ses interventions remettre les forces du marché sur le sentier de la croissance.

- 3 Les défaillances du marché conduisent à des crises majeures. La crise de 1929, les crises financières et bancaires des deux dernières décennies du XX^{ème} siècle, et bien sûr la crise économique actuelle provoquée par la crise des crédits hypothécaires américains (dits subprimes), montrent les limites des forces du marché à s'autoréguler. Les motivations de profit alliées à des capacités d'innovation très importantes font que le système peut s'emballer et oublier tout principe de précaution et qui conduit au tsunami économique dans un cadre de mondialisation caractérisée par la densité des interdépendances.

Conclusion

Rappel des conclusions principales

- Globalement les mécanismes de marché semblent être les plus efficaces et les plus performants, permettant une bonne coordination entre les décisions décentralisées et autonomes d'une multitude d'agents économiques.
- Ce succès ne doit pas nous faire oublier, les insuffisances et les défaillances du marché, particulièrement dans une économie mondialisée où les conséquences sont décuplées, comme le tend à prouver la récession mondiale qui se déploie sous nos yeux.
- L'État qui a joué un rôle important dans l'institution du marché, doit encadrer, surveiller et poser des limites aux comportements individuels des agents économiques. Le problème se pose d'ailleurs, du point de vue de la nécessaire régulation des activités économiques au niveau mondial (quelles institutions ?).

Ouverture

Par ailleurs, il est une autre réalité que de constater qu'il existe une sphère d'activités humaines non marchandes, très importante, puisque plus d'un tiers des ressources des pays développés, en moyenne échappent aux logiques marchandes. Il s'agit du sociétal et du social qui, s'ils doivent être autonomisés par rapport aux logiques économiques et marchandes, ne sont pas pour autant totalement indépendants (la densité et la qualité de la protection sociale ont des répercussions sur les performances micro et macro économiques).

L'économie mixte semble finalement promise à un bel avenir, surtout pour affronter les défis de demain, à savoir inventer une croissance écologiquement soutenable capable de satisfaire nos besoins et ceux des générations futures.

II - Questions

1. La crise de 1929 : processus et conséquences

Le processus de la crise de 1929

La crise de 1929 est précédée d'une période de forte croissance tout au long des années 20, aux Etats-Unis. La production industrielle augmente de près de 50 % sur cette période.

Mais, les cours boursiers augmentent plus vite que la production (environ 300 % sur la période) ; ils augmentent aussi plus vite que les profits ou les gains de productivité. La dynamique boursière est donc spéculative pour l'essentiel.

Cette bulle spéculative est amplifiée par l'achat à crédit d'actions autorisé à Wall Street depuis 1926. Les investisseurs peuvent ainsi acheter des titres avec une couverture de seulement 10 %. La pérennité du système dépend donc de la différence entre le taux d'augmentation du cours des actions et du taux d'emprunt.

Or, en Avril 1929, survient une hausse des taux d'intérêt, une première stagnation des cours, suite au ralentissement de l'économie américaine (on constate un repli de la production industrielle victime à la fois d'une surproduction et d'une pénurie de capitaux détournés par la Bourse).

Le remboursement des intérêts est supérieur aux plus values sur les titres et de nombreux investisseurs sont contraints de vendre leurs titres pour couvrir leurs emprunts. Victimes de ventes massives, les cours baissent, ce qui déclenche une réaction en chaîne.

Entre le « jeudi noir », le 24 octobre et la mi-novembre 1929, le Dow Jones va perdre près de 40 % de sa valeur.

Les conséquences de la crise de 1929

La crise est donc d'abord financière, entre 1929 et 1932, le Dow Jones perd près de 90 % de sa valeur.

Ensuite, les banques connaissent des difficultés de trésorerie, à cause des investisseurs qui font faillite et elles restreignent les crédits aux **entreprises qui font faillite** à leur tour, du moins pour les plus fragiles. En effet, l'économie réelle tourne au ralenti, puisque la crise boursière affecte gravement **la consommation et surtout l'investissement**.

Les difficultés des banques s'aggravent avec **les faillites d'entreprise**, puis surtout avec la panique des épargnants qui viennent retirer leurs liquidités. Les banques font faillite, c'est **la crise bancaire**.

Devant cette triple crise financière, bancaire et affectant l'économie réelle, **le chômage** explose (multiplication par 10 du nombre de chômeurs aux Etats-Unis entre 1929 et 1933).

La crise va devenir mondiale (touchant toutes les économies occidentales) par le réflexe protectionniste et l'augmentation généralisée des droits de douane, alors que partout, dans un premier temps des politiques de rigueur monétaire totalement inadaptées sont adoptées. La crise de 1929 va donc affecter en dernier lieu **les échanges internationaux**, qui ne remonteront au niveau des années 20 qu'à la fin des années 60.

2. Les théories du commerce international

On peut distinguer 3 groupes de théories relatives à l'échange international : les théories en faveur du libre échange, c'est-à-dire les théories classiques, les théories à l'inverse défendant le protectionnisme et enfin les nouvelles théories du commerce international qui justifient les échanges en condition de concurrence imparfaite.

Les théories classiques de l'échange international

Adam Smith est le précurseur des théories classiques de l'échange international, avec sa théorie de l'avantage absolu, qui spécifie qu'un pays a intérêt à se spécialiser dans les productions pour lesquelles il a un avantage en termes de coût de production. Tous les pays ainsi spécialisés et participant à l'échange international sont gagnants.

David Ricardo, lui développe la théorie de l'avantage comparatif, et à travers le célèbre exemple du drap et du vin échangés entre l'Angleterre et le Portugal, il montre que les pays ont intérêt à se spécialiser dans les productions pour lesquelles ils possèdent le plus grand avantage ou le plus petit désavantage. Dans ce cas, les deux pays, par la différence de prix relatifs internes sont gagnants à la spécialisation et à l'échange.

Pour Heckscher – Ohlin – Samuelson, les avantages comparatifs des nations et donc les échanges internationaux dépendent des dotations différenciées des pays, en facteurs de production. Les pays ont alors intérêt à se spécialiser dans les productions incorporant le plus de facteur de production abondant, puisque cette abondance est synonyme de prix plus faibles. Ce modèle qui repose sur une mobilité interne des facteurs de production et une immobilité externe, conduit au terme de l'échange international, à l'égalisation du prix des facteurs de production au niveau international.

Les théories protectionnistes

Toutes les théories relatives à l'échange international ne prônent pas le libre échange. Ainsi les **mercantilistes** en Europe revendiquent le devoir d'exporter pour enrichir l'Etat et au contraire fermer au maximum les frontières aux importations.

F. List, a lui développé une théorie du protectionnisme éducateur, destiné à protéger dans un pays les industries naissantes qui ne peuvent s'épanouir si elles sont confrontées à une concurrence internationale plus compétitive. Il s'agit de protéger le marché intérieur par des droits de douane jusqu'au moment où les industries naissantes deviennent mûres.

Les marxistes puis les **tiers mondistes** ont développé des théories montrant le caractère néfaste de l'échange international pour les pays les moins développés. En effet, les pays capitalistes développés dominent l'échange international (théorie de l'impérialisme, puis analyse centre-périphérie) et contribuent à imposer un échange inégal qui conduit au pillage du tiers monde et à la dégradation des termes de l'échange. Plus récemment, **le mouvement altermondialiste** a émis des réserves quant au bien fondé du libre échange pour les pays en développement, au nom des particularités socio culturelles et des spécificités économiques locales à préserver.

Les nouvelles théories du commerce international

Ces théories s'appuient sur les réalités de la concurrence imparfaite.

Par exemple, **Lassudrie Duchêne**, explique l'essor des échanges intra-branche parce que les produits ne sont pas homogènes et que les consommateurs sont en recherche de différenciation.

Par ailleurs, la présence de rendements d'échelle dans beaucoup de productions justifierait la spécialisation et le commerce international.

Paul Krugman, lui défend la thèse de la politique commerciale stratégique, qui consiste pour une nation de se doter artificiellement d'avantages comparatifs dans une production choisie, par une politique de subventions publiques ou de recherche publique. Cette thèse repose donc en partie sur des mesures protectionnistes.